

Crise burundaise : Benjamin Mkapa a eu un tête à tête avec Pierre Buyoya

RFI, 13-06-2016 Burundi : l'ancien président Pierre Buyoya rencontre le facilitateur A Bruxelles, les rencontres entre le facilitateur dans la crise burundaise et la plateforme d'opposition, le Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et de l'Etat de droit (Cnared) se sont achevées ce samedi 11 juin. Pendant deux jours, Benjamin Mkapa, l'ancien président tanzanien, a reçu les membres de la direction du Cnared, mais aussi une délégation d'anciens hauts responsables de l'Etat, comme l'ancien président Buyoya (photo).

Pierre Buyoya, ancien président burundais et actuellement haut représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel, a rencontré en tête à tête le facilitateur. Pierre Buyoya a dirigé deux fois le pays, de 1987 à 1993 puis de 1996 à 2003. A l'issue de son entretien avec Benjamin Mkapa, il se dit satisfait, mais il faut rester réaliste, insiste-t-il, la résolution de la crise burundaise prendra du temps. « J'ai apprécié le fait qu'il a compris l'appel qui a été lancé pour que les pourparlers inter burundais soient une négociation inclusive. Le pas suivant, a-t-il dit, est d'aller faire un rapport au chef d'Etat de la région qui l'a mandaté. Sans doute ensuite, convoquer une autre session de négociations. Il faut être réaliste, on n'a pas résolu tous les problèmes. La victoire, c'est de mettre tous les Burundais sur la même table. Cnared et les autres qui pensent qu'ils ont quelque chose à dire qu'ils soient des partis politiques, qu'ils soient des groupes armés, des gens de la société civile, et arriver à un accord. Mais je crois que nous sommes encore loin de cette démarche, parce qu'il y a des gens qui ne sont pas très pressés pour venir aux négociations », a expliqué à la presse son entretien Pierre Buyoya. De son côté, le gouvernement burundais, par la voix de son porte-parole, a réitéré vendredi, son refus de s'asseoir à la table des négociations avec le Cnared. Une position que la plateforme qualifie de « sabotage du processus de paix » dans un communiqué publié dimanche. « La démarche d'inclusion du facilitateur est salutaire pour le Burundi. Il n'appartient pas à Bujumbura de désigner l'identité de qui doit être autour de la table des négociations », indique le communiqué.